



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 28 octobre au 1er novembre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Kenya** : La Cour suprême juge constitutionnelle la loi de Finances 2022/23
- ❖ **Ouganda** : Une délégation du Medef reçue par le président Museveni
- ❖ **Somalie** : La société turque TPAO signe un accord d'exploration d'hydrocarbures onshore

LE CHIFFRE A RETENIR

30 Mds de barils

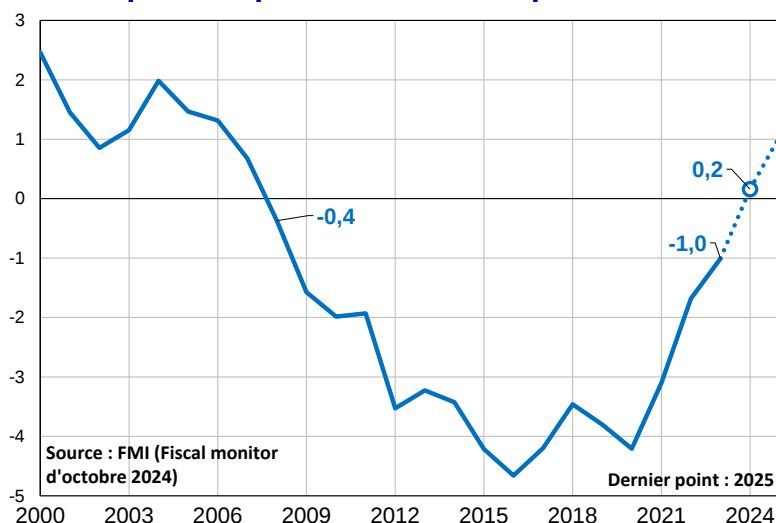
**IL S'AGIRAIT DES RESERVES
D'HYDROCARBURES PROUVÉES DE
LA SOMALIE**

**NIVEAU SIMILAIRE A CELUI DU KAZAKHSTAN,
10ÈME PLACE MONDIALE POUR LE PÉTROLE**

Source : INTERNATIONAL TRADE ADMINISTRATION

Le graphique de la semaine

Kenya : la balance primaire (en % du PIB) redeviendrait positive en 2024, pour la première fois depuis 2007



La balance primaire est le solde entre recettes et dépenses publiques (hors dépenses d'intérêts). Selon le Fiscal monitor du FMI d'octobre 2024, le Kenya devrait enregistrer un excédent primaire en 2024 (-0,2 % du PIB), alors même que le déficit public devrait s'élever à -5,0 % du PIB. Ainsi, le déficit public sera uniquement utilisé pour payer les charges d'intérêts.

REGIONAL

L'île Maurice, 2^{ème} secteur financier le plus développé d'Afrique

L'*Absa Africa Financial Markets Index* est un indice qui évalue le développement financier de 29 pays africains sur la base de six piliers sur une échelle de 10 à 100 : i) profondeur du marché, ii) accès aux devises étrangères, iii) transparence du marché, environnements fiscal et réglementaire, iv) développement des fonds de pension, v) environnement macroéconomique et transparence, et vi) normes juridiques et applicabilité. En 2024, l'île Maurice arrive à la 2^{ème} place sur le continent africain, derrière l'Afrique du Sud. Suivent l'Ouganda (4^{ème}), le Kenya (8^{ème}), la Tanzanie (12^{ème}), le Rwanda (14^{ème}), les Seychelles (16^{ème}), Madagascar (26^{ème}) et enfin l'Éthiopie (29^{ème} et dernier). Le Rwanda enregistre la plus forte progression du continent grâce à la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation financière liée à l'environnement.

COMORES

Hausse des entrées de devises de près de +8 % au 1^{er} semestre 2024

Selon la Banque centrale des Comores, les entrées de devises ont augmenté de +7,9 % au 1^{er} semestre 2024, atteignant environ 148,6 MEUR. Les transferts reçus ont augmenté (+9,1 %), comme les achats de devises (+2,9 %). À l'inverse, les sorties de devises, comprenant les transferts sortants et les ventes de devises, ont légèrement diminué (-0,9 %).

ÉTHIOPIE

L'application rétroactive de la modification de la TVA pourrait mettre les banques commerciales en difficulté

Une proclamation modifiant l'assiette de la TVA a été ratifiée en juillet 2024. Les banques commerciales en Éthiopie se trouvent confrontées aux demandes des autorités fiscales pour le paiement rétroactif des arriérés de TVA, des intérêts et des pénalités pour les quatre derniers mois de l'année alors que le système de conformité n'a été mis en place que le 1^{er} octobre avec une répercussion sur les prix aux clients. L'Association des banquiers éthiopiens a demandé au gouvernement de fixer officiellement le 1^{er} octobre 2024 comme date de début des prélèvements pour permettre aux banques de s'organiser, sans réponse formelle à ce jour. Ce nouveau cadre fiscal, qui vise

à augmenter la mobilisation des ressources domestiques, inclut désormais les services bancaires numériques dans l'assiette de la TVA. Cette mesure, imposée sans période de grâce, pourrait alourdir la charge financière des banques et freiner la transition numérique.

Le retrait d'une décision gouvernementale pourrait mettre en difficulté le secteur pharmaceutique

Le gouvernement éthiopien est revenu sur sa décision de faciliter l'accès aux devises étrangères pour les producteurs locaux de produits pharmaceutiques. Cette décision avait été adoptée en avril 2023 afin que l'Ethiopian Pharmaceutical Supply Service puisse acquérir 97 des 200 produits pharmaceutiques, classés comme nécessaires, auprès de fabricants locaux. Les entreprises locales pouvaient déclarer jusqu'à 55 % de leurs coûts en devises étrangères. Le retrait de cette décision a mécontenté de nombreux acteurs du secteur pharmaceutique éthiopien en raison de probables pénuries de devises qu'elle pourrait provoquer et de conditions de concurrence inégales avec les importateurs qu'elle pourrait créer. En outre, le fait que les banques commerciales soient tenues de détenir des réserves équivalentes lorsqu'elles émettent des lettres de crédit, retarde considérablement la disponibilité des devises et réduit le fonds de roulement des fabricants.

Le gouvernement a présenté sa proposition pour la restructuration de sa dette

Le gouvernement éthiopien a présenté une nouvelle proposition concernant le processus de restructuration de sa dette. Le ministère des Finances souhaiterait conclure les négociations sur la restructuration de sa dette d'ici la fin de l'année, après l'approbation d'une Facilité de crédit élargie le 29 juillet par le Conseil d'administration du FMI. Le vice-ministre des Finances Dr. Eyob Tekalign a, d'autre part, demandé l'établissement de dispositifs automatiques de suspension provisoire de la dette pour les pays qui font des « efforts de bonne foi ». L'agence de notation Fitch Ratings a, par ailleurs, revalorisé la note de l'Éthiopie d'un rang, la note de défaut étant passé de CCC- à CCC+. D'après l'agence, cette amélioration de la notation serait le résultat de la « baisse de la pression financière » ainsi que de « l'amélioration de la stabilité macroéconomique ».

KENYA

La Cour suprême juge constitutionnelle la loi de Finances 2023

La Cour suprême du Kenya a annulé, le 29 octobre, la décision de la cour d'appel qui avait jugé inconstitutionnelle la loi de Finances 2022/23. La décision était très attendue tant les conséquences budgétaires auraient été importantes si la Cour avait confirmé le jugement en appel. En effet, plusieurs mesures fiscales avaient été introduites avec cette loi, telles que le doublement de la TVA sur les carburants ou encore la mise en œuvre de nouvelles taxes sur les revenus les plus élevés. Les conséquences auraient été d'autant plus importantes que, suite au retrait de la loi de Finances 2024/25, l'administration kényane aurait dû se reposer sur la loi de Finances 2021/22. Il convient de préciser que la Cour suprême a jugé certaines sections comme étant inconstitutionnelles, telles que la modification de la loi sur les routes et la loi sur les avoirs financiers non réclamés.

MADAGASCAR

Hausse de +22,0 % des tarifs de l'électricité pour les industriels en 2024

Le Conseil des ministres du 20 octobre a approuvé une hausse de +22,0 % des tarifs de l'électricité pour les industriels. Elle concerne les (i) grands industriels avec une puissance souscrite supérieure à 600 Kw ; (ii) moyens et petits industriels avec une puissance souscrite inférieure à 600 Kw ; (iii) opérateurs avec une puissance souscrite inférieure à 100 Kw. Cette décision fait suite à un processus de concertation entre les autorités malgaches et les groupements patronaux. Cette première hausse, qui sera rétroactive à partir d'avril 2024, sera suivie d'une augmentation de +16,0 % pour les deux années suivantes.

La Banque mondiale classe le pays à la 5^{ème} place mondiale des pays les plus pauvres

Selon le dernier rapport [Macro Poverty Outlook](#) (MPO) de la Banque mondiale, Madagascar est le 5^{ème} pays le plus pauvre au monde au regard du taux de pauvreté multidimensionnel. Ce taux, qui définit le niveau d'accès de base de la population en termes de conditions de vie, de santé ou d'éducation, s'est élevé dans le pays à 69 % en 2022 (après 67 % en 2021). Le pays sous-performe en particulier dans l'accès aux combustibles de cuisson propre, à l'assainissement, et aux logements. Selon le taux de pauvreté (fixé à 2,15 USD par jour), 80 % de la population malgache est pauvre. Pour réduire la pauvreté, la Banque mondiale

préconise des politiques axées sur la soutenabilité de la croissance, l'amélioration du climat des affaires, la gouvernance, ou encore des réformes structurelles dans les secteurs stratégiques (mines, télécommunications).

MAURICE

Le pays classé en 2^{ème} place continentale en termes de gouvernance

Selon la dernière édition du [rapport de la Fondation Mo Ibrahim sur la gouvernance en Afrique](#), Maurice perd sa place de leader continental, pour se placer en 2^{ème} position, derrière les Seychelles. Cette tendance s'explique par une dégradation de la protection contre la discrimination et de la perception publique des services de santé. Le pays s'améliore néanmoins sur l'accès à internet et aux ordinateurs et l'accès aux documents administratifs.

UGANDA

Première visite du Medef international depuis 5 ans

Pilotée par le Medef international, une mission d'affaires a été organisée du 28 au 30 octobre à Kampala, mobilisant 17 entreprises françaises issues de secteurs variés. Elles ont pu rencontrer les plus hautes autorités ougandaises, dont le Président Museveni, mais aussi les ministres des Finances, des Transports, du grand Kampala et des responsables du ministère de l'Énergie, de l'Eau et de l'autorité en charge de la promotion des investissements. Le Président Museveni a invité les représentants d'entreprises à investir dans les infrastructures, en particulier les capacités de production pour une électricité fiable et bon marché.

RWANDA

Pénurie de dollars : explications de la BNR

Le Rwanda connaît actuellement une pénurie de dollars dans un contexte de dépréciation du franc et de craintes d'une hausse de l'inflation. La Banque nationale du Rwanda (BNR) a attribué la pénurie de dollars à une demande domestique accrue due à l'accélération de l'activité économique en plein essor. Pour résoudre ce problème, la BNR a augmenté ses ventes de dollars et a collaboré avec les forces de l'ordre pour réduire le commerce illégal. Malgré un déficit courant croissant, la dépréciation s'est réduite en 2024.

SEYCHELLES

Financement de 2,8 MUSD du Fonds vert pour le climat pour renforcer l'adaptation au changement climatique

Le Fonds vert pour le climat a approuvé le 10 octobre une subvention de 2,8 MUSD en faveur du gouvernement seychellois pour accélérer son processus de planification nationale de l'adaptation au changement climatique. Le ministère seychellois de l'Agriculture, du Changement climatique et de l'Environnement exécutera ce projet, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le *Commonwealth Climate Finance Access Hub*. L'objectif de ce projet est de renforcer la coordination institutionnelle, mobiliser le secteur privé et la société civile, et de renforcer des systèmes de santé en particulier au bénéfice des communautés vulnérables. Le projet sera mis en œuvre au cours des trois prochaines années.

SOMALIE

La société turque TPAO signe un accord d'exploration d'hydrocarbures onshore

L'entreprise publique turque TPAO et l'autorité pétrolière somalienne ont signé un accord pour l'exploration d'hydrocarbures à terre en Somalie. En mars 2024, les deux pays avaient signé un accord de coopération en matière de défense, de pétrole offshore et de gaz naturel. En vertu de cet accord, la Turquie devrait commencer ses recherches sismiques au large des côtes somaliennes.

SOUDAN

Le FMI met en lumière l'impact économique régional de la guerre

La Directrice adjointe du département d'Afrique du FMI a alerté sur l'impact économique potentiellement lourd du conflit soudanais sur les pays limitrophes, déjà affectés par les conséquences des conflits mondiaux. Elle a notamment souligné les effets économiques des afflux de réfugiés et des défis sécuritaires et commerciaux liés à ce conflit. Le Soudan du Sud est l'un des pays fortement affectés

par cette crise en raison de l'endommagement du pipeline d'exportation de son pétrole via le Soudan depuis mars. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le nombre de déplacés s'est élevé à 11,4 millions en octobre 2024, dont près de 3 en dehors du pays. L'Égypte est le premier pays d'accueil de ces réfugiés (1,2 million), suivie par le Soudan du Sud (0,8), le Tchad (0,7) et la Libye (0,1).

SOUDAN DU SUD

Financement de 16,8 MUSD du PNUD pour le renforcement du secteur agricole

Le Programme des Nations Unies pour le Développement et le ministère de l'Agriculture ont signé un accord de financement de 16,8 MUSD pour la mise en œuvre du projet « *Rural Enterprises for Agricultural Development* » (READ). Ce projet vise principalement à renforcer la sécurité alimentaire, augmenter les revenus et à améliorer la résilience dans les zones rurales du pays, où 95 % de la population dépend de l'agriculture et de l'élevage. Avec le soutien du Fonds international de développement agricole et du Programme mondial pour l'Agriculture et la Sécurité alimentaire, le projet READ bénéficiera à 162 000 personnes dans cinq États. L'objectif est de renforcer les coopératives et les petites entreprises, améliorer l'accès au marché et la fourniture de services financiers.

TANZANIE

Forte croissance de l'utilisation des services de paiement mobile

Selon le Rapport de la *Tanzania Communication Regulatory Authority*, 60,8 millions de comptes de transfert d'argent mobile ont été enregistrés fin septembre 2024 (en hausse de +9,2 % en glissement annuel). Vodacom Tanzania continue de dominer le marché (37 % de parts de marché), suivi de Tigo (32 %), Airtel (19 %) et Halotel (8 %). Depuis cinq ans, le nombre de transactions d'argent mobile a progressé de +19 %. Les services financiers numériques constituent un des piliers du Cadre stratégique national pour l'économie numérique 2024-2034.